

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ DE LA COURONNE

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de l'Expansion économique régionale? Pour rattraper le retard sur des questions de première importance avant le retour du premier ministre, pourrait-il répondre maintenant à une question que j'ai posée avant Noël? J'ai demandé alors la date de la création dans les provinces de la première société de la Couronne chargée de s'occuper de l'expansion économique régionale. Si elle n'est pas déjà créée, le ministre voudrait-il dire quand elle le sera?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Je n'en ai aucune idée à ce moment-ci, monsieur l'Orateur.

* * *

LA SANTÉ

LA CONTESTATION DU POUVOIR DU GOUVERNEMENT QUANT À L'EMPLOI DE CYCLAMATES

[Traduction]

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social? Comme une conserverie de la Colombie-Britannique conteste le pouvoir du gouvernement fédéral de statuer sur l'emploi des cyclamates dans les aliments, le ministre va-t-il informer la Chambre de la position que prendra le ministère de la Justice à ce sujet?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, comme le député le sait et comme il l'a lui-même déclaré, les tribunaux sont actuellement saisis de la question. Je ne puis donc rien en dire pour le moment.

* * *

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LE PARLEMENT ET LES CONVENTIONS ADOPTÉES À LA CONFÉRENCE DE L'OIT

M. Robert McCleave (Halifax East-Hants): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail. J'en ai fait tenir un préavis à son secrétaire parlementaire. Quand le Parlement aura-t-il l'occasion d'étudier les conventions que le Canada a appuyées et qui ont été adoptées au mois d'octobre dernier à Genève, à la conférence de l'Organisation internationale du travail?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de sa courtoisie; comme d'habitude il m'a fait tenir un préavis de sa question. Je me suis renseigné ce matin et j'ai découvert que ces conventions ont été adoptées récemment à la conférence de l'OIT. La ratification sera déposée à la Chambre de la manière habituelle d'ici quelques semaines.

LES SPORTS

LES JEUX OLYMPIQUES DE 1976—LE CANADA ET LA DISCRIMINATION RACIALE

M. John L. Skoberg (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le Comité olympique international ayant manifesté clairement sa décision de respecter rigoureusement le principe selon lequel il ne devrait y avoir aucune discrimination raciale dans les sports, le ministre peut-il indiquer à la Chambre quelle sera la ligne de conduite du gouvernement à cet égard lors des Jeux olympiques de 1976?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Il me semble que c'est à l'appel des motions qu'une déclaration devrait être faite sur cette question, et non pas aujourd'hui.

* * *

LA POLLUTION

LES SUBVENTIONS ET LES PRÊTS AUX ENTREPRISES ET AUX MUNICIPALITÉS

M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné les frais supplémentaires que comporte pour l'industrie la lutte contre la pollution et les effets défavorables qui peuvent en résulter pour les entreprises, le gouvernement accorderait-il aux industries et aux municipalités des subventions ou des prêts à long terme à taux d'intérêt réduits pour les aider à faire face à ce problème?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, une aide aux municipalités est déjà offerte par l'entremise de la SCHL. Toute la question de la pollution et de l'industrie sera examinée par le nouveau ministre de l'Environnement. Nous comptons recevoir ses recommandations.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES CONDITIONS DE TRAVAIL ARBITRAIRES DE LA FRANK HILL LIMITED—LE CAS DES OUVRIERS LICENCIÉS

M. Leonard Hopkins (Renfrew-Nord): Monsieur l'Orateur, je veux m'adresser au ministre du Travail. A-t-il quelque chose à nous dire au sujet de ma demande d'hier priant son ministère d'enquêter sur les conditions de travail injustes et arbitraires dont se sont plaint les employés d'un entrepreneur de peinture qui exécute actuellement un contrat de construction pour la Défense à la base des forces canadiennes à Petawawa?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je doute que le député puisse poser cette question maintenant. Je crois qu'il pourrait obtenir les renseignements qu'il demande en donnant un avis par écrit; ou, encore il pourrait en être question au moment de l'ajournement.